Statistique Canada
Division de l'agriculture

DOCUMENT DE TRAVAIL #39

LE CAPITAL HUMAIN ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL : QUELS SONT LES LIENS?

Ray D. Bollman
Division de l'agriculture, Statistique Canada

Avril 1999

N° 21-601-MIF99039 au catalogue

L'analyse et l'interprétation des données sont la responsabilité de l'auteur et non celle de Statistique Canada.

© Ministre de l'Industrie, Statistique Canada, 2000. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu du présent document, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement.

100-07661/

Le capital humain et le développement rural : quels sont les liens?

Résumé

1. Introduction
2. Pourquoi « rural »?
3. Pourquoi « capital humain »?
4. Le capital humain : où cela commence-t-il?
5. La situation en milieu rural
6. La situation au Canada
7. L'impact du niveau de scolarité sur le développement économique local
   - 7.1 Un modèle de travail
   - 7.2 Données
   - 7.3 Résultats
8. Conclusions

Documents de référence

Ray D. Bollman

Statistique Canada

Le capital humain et le développement rural : quels sont les liens?

Résumé

Le Canada rural subit une « pression démographique » considérable puisque 1,76 résident rural cherche maintenant un emploi pour chaque résident rural quittant la population active. Le Canada rural semble désavantagé. Parmi les pays de l'OCDE, le Canada est celui où l'écart est le plus grand entre les régions urbaines et rurales pour ce qui est du pourcentage de travailleurs de 25 à 44 ans possédant un diplôme d'études universitaires ou collégiales. Les nouveaux emplois offerts dans l'économie en mondialisation exigent une grande faculté d'adaptation aux déséquilibres. Il est essentiel que nous améliorions la capacité humaine de la population active locale si nous voulons offrir des possibilités aux travailleurs, quel que soit leur futur lieu de travail.

Toutefois, les stratégies de développement économique local devraient aller au-delà du seul développement du capital humain pour stimuler la croissance locale de l'emploi. Nous offrons quatre mesures du développement communautaire local. Nos équations n'expliquent que de 21 % à 34 % de la variabilité de ces mesures du développement communautaire local dans les années 80. Contrairement aux résultats d'études menées aux États-Unis, les résultats présentés dans le présent document suggèrent que la quantité de capital humain des communautés canadiennes a bel et bien insufflé un élan positif (bien que faible) à la croissance de l'emploi dans les collectivités locales durant les années 80.

Ainsi, peut-on se demander, quels sont les liens entre le capital humain et le développement rural? D'abord, la documentation semble indiquer que la capacité humaine se développe surtout par la nutrition et l'éducation des enfants, plus particulièrement durant la période allant de neuf mois avant la naissance à trois ans après celle-ci. Deuxièmement, la capacité humaine plus grande d'une communauté (représentée par le nombre d'années de scolarité) est faiblement associée à une croissance plus élevée de l'emploi dans la communauté, mais elle est aussi faiblement associée à une croissance plus faible des salaires, laquelle semble causer une faible association à une rémunération communautaire globale moins élevée. L'investissement dans la nutrition et l'éducation des enfants est un facteur clé. Durant les années 80, le niveau de scolarité plus élevé d'une communauté n'y stimulait que légèrement l'emploi.

Le capital humain et le développement rural : quels sont les liens?

1. Introduction

La grande majorité des analystes des politiques, des journalistes de la presse écrite, des auteurs à succès et des citoyens « croient » que la capacité humaine de la population active sera à moyen terme le principal facteur de l'amélioration du bien-être. Les preuves sont éparses et celles de l'intérêt pour les populations rurales le sont encore plus. L'objet du présent document est d'assembler, d'examiner et de synthétiser les preuves du rôle que joue la capacité humaine dans l'amélioration du bien-être des citoyens ruraux et, par déduction, du bien-être des localités rurales[1].

2. Pourquoi « rural »?

Le Canada rural subit une « pression démographique » considérable puisque 1,76 résident rural cherche maintenant un emploi pour chaque résident rural quittant la population active (OCDE, 1996, p. 43). Dans l'ensemble, la croissance de l'emploi est moindre dans les régions rurales, ce qui tient en partie au fait que le secteur qui enregistre la plus forte croissance, celui des services aux entreprises, est en grande partie concentré dans les centres métropolitains (gouvernement du Canada, 1995). Les régions rurales du Canada non adjacentes aux régions métropolitaines sont aux prises avec une migration de sortie de leur population, un taux de chômage plus élevé et des revenus moindres. Il serait donc justifié que l'on s'attarde à une politique d'emploi en milieu rural.

---

[1] Nous reconnaissons l'observation répandue voulant que les quelques individus restants d'une communauté mourante puissent faire état de niveaux de bien-être supérieurs à la moyenne.

3. Pourquoi « capital humain »?

Le lauréat du Prix Nobel T. W. Schultz (1975) a souligné la valeur d'être capable de composer avec les déséquilibres. Quand les « déséquilibres » [lire « changements imprévus »] nous assaillent de partout, l'aptitude à « définir le problème » et à le « résoudre » devient précieuse. S'il nous fallait simplement cultiver les mêmes choses avec les mêmes outils [technologie] que nos ancêtres, il n'y aurait alors pas de soi-disant « déséquilibres » et la capacité humaine de composer avec les déséquilibres rapporterait peu.

Les expressions « capacité humaine » et « capital humain » sont utilisées comme synonymes dans le présent document afin d'englober la capacité totale d'un individu de contribuer à son propre bien-être et à celui de la communauté ou de l'économie. De longs traités ont examiné les diverses composantes du capital humain : la santé physique, le savoir, l'aptitude à résoudre des problèmes et même le fait d'investir dans un déménagement géographique pour accroître ses gains. L'aptitude à composer avec le changement et à résoudre des problèmes est le fil conducteur implicite du présent document. Le niveau de scolarité sert de mesure approximative du capital humain.

Plus récemment, Reich (1991) a soutenu que la richesse d'une localité équivaut à la capacité humaine de ses résidents. La richesse sous forme d'actif financier et de technologie traverse facilement les frontières. Une localité tire sa richesse du niveau de compétences de ses citoyens.

4. Le capital humain : où cela commence-t-il?

Il faut d'abord savoir quand les aptitudes cognitives commencent à se développer. L'importance de la nutrition et de l'éducation des enfants (dès le neuvième mois avant la naissance) est bien documentée ailleurs, contrairement au lien explicite entre la nutrition et l'éducation des enfants, d'une part, et le développement économique local, d'autre part. Keating et Mustard (1993), Hertzman (1994), Mustard (1994), Nash (1997) et Blakeslee (1997)

ont fouillé la documentation pour établir un lien direct entre la nutrition et l'éducation des enfants, d'une part, et la faculté d'une société à développer son économie, d'autre part. Les enfants bien nourris et bien éduqués sont capables de se débrouiller et de réussir dans un monde où l'on doit maintenant posséder une faculté supérieure d'adaptation aux déséquilibres – que l'enfant s'y bute en première année, au secondaire ou lorsqu'il cherche ou occupe un emploi. S'il fallait faire un seul investissement en matière de politiques dans le développement du capital humain, ***« cet »*** investissement devrait se faire dans la nutrition et l'éducation des enfants.

Ces arguments ne datent pas d'hier. Dans les années 60, certains analystes (Abramson, 1967, par exemple) laissaient entendre que les troubles psychologiques dans les familles agricoles – en partie à cause de leur isolement et de leurs rêves déçus de bonnes récoltes et de bons revenus – favorisaient les difficultés d'apprentissage et entravaient le développement rural. Il n'était pas clair, dans de telles situations, que la formation de la population adulte par l'État faciliterait le développement économique local. Il se pourrait plutôt que l'État eut mieux fait d'intervenir d'abord dans la nutrition et l'éducation de la prochaine génération. D'autres (Popkin, 1972, par exemple) ont aussi documenté la relation entre le succès et la nutrition.

5. La situation en milieu rural

Selon la plupart des discussions entourant les tendances futures, ce qui profitera le plus aux gens (et par association, aux localités qu'ils habitent) sera leurs « capacités d'analyse » (c'est-à-dire leur aptitude à composer avec les déséquilibres) (p. ex., Reich, 1991). Compte tenu « de la mondialisation et de la localisation en apparence simultanées » de la société (Wade et Pulver, 199, p. 108), il faut pouvoir déterminer et résoudre les problèmes pour participer à l'économie en mondialisation. *En même temps*, les collectivités locales héritent presque partout d'une part croissante de la responsabilité de développer le capital humain.

Certaines études indiquent que le développement augmente dans les régions rurales dont la population active est plus scolarisée. Par exemple, une étude faite par McGranahan et Kassel (1997) pour l'OCDE a révélé que la croissance de l'emploi était plus forte (ou les pertes d'emploi moindres), pour un groupe choisi de pays de l'OCDE, dans les régions rurales à scolarité élevée que dans les régions rurales à faible scolarité[2].

Selon des études détaillées réalisées aux États-Unis (p. ex. McGranahan, 1991, McGranahan et Ghelfi, 1991, Killian et Parker, 1991, et Killian et Beaulieu, 1995), la simple association des niveaux de scolarité locaux à la croissance locale de l'emploi débouche sur une corrélation positive – la croissance de l'emploi sera plus forte dans les secteur à niveau de scolarité élevé. Mais l'influence d'une population active instruite est réduite à zéro si l'on ne tient compte que de la composition industrielle et du type de région. Plus précisément, il semble que la présence ou l'absence d'une population active instruite ait peu d'impact sur les perspectives d'emploi dans certaines communautés présentant une composition industrielle particulière.

Ces modèles simples (avouons-le) cherchent à mesurer l'impact du capital humain sur les localités rurales. L'argument est le suivant : les emplois viendront à une communauté dont la population active est hautement qualifiée. Pour résumer la conclusion générale des études faites aux États-Unis, on pourrait utiliser l'analogie de la collectivité locale qui investit dans un parc industriel : si vous n'avez ***pas*** de parc industriel, les emplois ne viendront pas, alors que si vous en avez un, les emplois ne viendront toujours pas à moins que vous ne fassiez quelque chose de plus. Une population active instruite présente un avantage (et supprime une contrainte) semblable à celui d'un parc industriel : il s'agit d'une condition nécessaire, mais pas suffisante.

---

[2] Toutefois, certains pays qui ne pouvaient pas fournir de données détaillées ont fait état d'une meilleure croissance de l'emploi (ou de pertes moindres) dans les régions rurales à faible scolarité.

Ainsi, les localités américaines qui investissent dans une population instruite ne devraient pas s'attendre à ce que les emplois arrivent d'eux-mêmes à moins qu'elles ne fassent aussi autre chose. Quoiqu'il en soit, les individus gagnent beaucoup à investir dans leur éducation et leur formation, quel que soit leur futur lieu de travail.

6. La situation au Canada

Le Canada rural semble désavantagé. Parmi les pays de l'OCDE, le Canada est celui où l'écart est le plus grand entre les régions urbaines et rurales pour ce qui est du pourcentage de travailleurs de 25 à 44 ans possédant un diplôme d'études universitaires ou collégiales (OCDE, 1996, p. 170).

Dans les régions métropolitaines de recensement (RMR)[3], 12 % de la population de 15 ans et plus avait moins d'une neuvième[4] année en 1991 (tableau 1). Cette proportion augmente au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la zone d'influence métropolitaine et atteint 28 % dans les zones sans influence métropolitaine. Elle varie considérablement d'une province à l'autre, allant, dans les zones sans influence métropolitaine, d'un creux de 20 % en Nouvelle-Écosse à un sommet de 34 % au Québec.

---

[3] La région métropolitaine de recensement (RMR) est une ville avec un noyau d'au moins 100 000 habitants et les municipalités environnantes dont plus de 50 % de la population active fait la navette pour aller travailler dans le noyau urbanisé.

[4] L'année indique le nombre d'années de scolarité. La progression quasi universelle est d'une année scolaire par année et les enfants de la première année ont six ans en général. Selon la Classification internationale type de l'éducation (CITE), la neuvième année équivaut à un niveau moins élevé des études secondaires (niveau 2 de la CITE) et la douzième année, à un niveau plus élevé des études secondaires (niveau 3 de la CITE).

On remarque une tendance semblable et inverse pour la proportion de la population de 15 ans et plus ayant une douzième année ou plus. Les plus fortes proportions s'observent dans les centres métropolitains (65 %) et les plus faibles, dans les zones sans influence métropolitaine (40 %) (tableau 2). Encore une fois, les proportions varient beaucoup d'une province à l'autre.

Ainsi, plus la communauté est « rurale », plus le niveau de scolarité y est bas.

Tableau 1. Pourcentage de la population ayant moins d'une neuvième année, Canada et provinces, 1991

	RMR/AR	Zone de forte influence métropolitaine	Zone d'influence métropolitaine modérée	Zone de faible influence métropolitaine	Zone sans influence métropolitaine	Total
Terre-Neuve	12	25	27	26	33	20
Île-du-Prince-Édouard	11	19	19	28	33	15
Nouvelle-Écosse	10	15	16	19	20	13
Nouveau-Brunswick	14	27	26	24	24	20
Québec	18	26	30	28	34	20
Ontario	11	14	16	15	31	12
Manitoba	11	15	23	25	33	15
Saskatchewan	11	17	23	22	24	16
Alberta	7	9	14	14	22	9
Colombie-Britannique	8	10	10	11	21	9
Canada	12	17	22	20	28	14

Source: Statistique Canada. Recensement de la population de 1991.
Nota : Une région métropolitaine de recensement (RMR) est un noyau d'au moins 100 000 habitants et toutes les municipalités environnantes dont au moins 50 % de la population active fait la navette pour aller travailler dans le noyau urbanisé. Une agglomération de recensement (AR) est un noyau de 10 000 à 99 999 habitants et les municipalités environnantes dont au moins 50 % de la population active fait la navette pour aller travailler dans le noyau urbanisé. Dans le présent tableau, une zone de « forte » influence comprend toutes les municipalités dont 20 % à 49 % de la population active fait la navette pour aller travailler dans une RMR ou une AR. Une zone d'influence « modérée » comprend les municipalités dont 5 % à 19 % de la population active fait la navette pour aller travailler dans une RMR ou une AR. Une zone de « faible » influence comprend les municipalités dont 4,9 % ou moins de la population active fait la navette pour aller travailler dans une RMR ou une AR.

Tableau 2. Pourcentage de la population ayant une douzième année ou plus, Canada et provinces, 1991

	RMR/AR	Zone de forte influence métropolitaine	Zone d'influence métropolitaine modérée	Zone de faible influence métropolitaine	Zone sans influence métropolitaine	Total
Terre-Neuve	62	43	41	45	34	51
Île-du-Prince-Édouard	65	52	49	39	19	57
Nouvelle-Écosse	62	51	52	49	43	57
Nouveau-Brunswick	62	46	46	49	48	55
Québec	64	52	47	48	40	61
Ontario	65	57	53	55	38	64
Manitoba	61	51	42	42	32	55
Saskatchewan	62	48	44	45	41	54
Alberta	68	57	52	53	45	64
Colombie-Britannique	67	60	59	58	46	66
Canada	65	54	49	50	40	62

Source : Statistique Canada. Recensement de la population de 1991.
Nota : Une région métropolitaine de recensement (RMR) est un noyau d'au moins 100 000 habitants et toutes les municipalités environnantes dont au moins 50 % de la population active fait la navette pour aller travailler dans le noyau urbanisé. Une agglomération de recensement (AR) est un noyau de 10 000 à 99 999 habitants et les municipalités environnantes dont au moins 50 % de la population active fait la navette pour aller travailler dans le noyau urbanisé. Dans le présent tableau, une zone de « forte » influence comprend toutes les municipalités dont 20 % à 49 % de la population active fait la navette pour aller travailler dans une RMR ou une AR. Une zone d'influence « modérée » comprend les municipalités dont 5 % à 19 % de la population active fait la navette pour aller travailler dans une RMR ou une AR. Une zone de « faible » influence comprend les municipalités dont 4,9 % ou moins de la population active fait la navette pour aller travailler dans une RMR ou une AR.

Dans le cadre de son Initiative de la prospérité de 1991, le gouvernement fédéral a proposé l'objectif suivant : que 90 % de tous les individus aient fait leur douzième année (ou l'équivalent) à 25 ans (Canada, 1991, p. x).

En 1991, ce n'est que dans 11 % des subdivisions de recensement unifiées[5] que plus de 90 % des résidents de 20 à 24 ans[6] avaient fait leur douzième année ou l'équivalent (tableau 3). Comme nous l'indiquions précédemment, le pourcentage de ceux ayant moins d'une douzième année est plus élevé dans les régions rurales du Canada.

Tableau 3. Nombre de subdivisions de recensement unifiées selon le pourcentage de jeunes de 20 à 24 ans qui ont complété leur secondaire

Pourcentage des jeunes de 20 à 24 ans qui ont complété leur secondaire	Nombre de subdivisions de recensent unifiées	Pourcentage
Moins de 50 %	335	14
50 à 60 %	193	8
60 à 70 %	449	19
70 à 80 %	667	28
80 à 90 %	501	21
90 à 95 %	89	4
95 % et plus	171	7
Total (**)	2 405	100

Source : Statistique Canada. Recensement de la population de 1991.

(*) ou l'équivalent (c.-à-d. qui ont reçu une formation postsecondaire).
(**) nombre de SRU avec au moins 40 personnes de 20 à 24 ans pour faciliter le calcul du pourcentage de ceux qui ont complété leur secondaire.

[5] Une subdivision de recensement unifiée (SRU) est une municipalité, un canton ou une ville constitué en corporation. Si une petite ville constituée en corporation est entourée d'une municipalité, les deux sont « unifiées » en une SRU à des fins statistiques.

[6] Nous faisons état des données pour les résidents de 20 à 24 ans afin d'indiquer la performance du système d'éducation dans le groupe d'âge qui constituait la source potentielle la plus récente de diplômés du secondaire et pour mesurer le niveau de scolarité atteint dans les SRU par rapport au taux de 90 % d'obtention du diplôme visé par le gouvernement à l'école secondaire.

Si les résidents ruraux ont un niveau de scolarité moins élevé, c'est en raison de la plus faible demande (perçue et peut-être réelle) de travailleurs à scolarité plus élevée dans les régions rurales. Par conséquent, il est moins avantageux (perception et peut-être réalité) d'avoir une scolarité plus élevée dans les régions rurales. Looker (1997) a découvert que les jeunes souhaitent atteindre ***et*** atteignent un niveau de scolarité moins élevé. Fait intéressant, bon nombre de jeunes des régions rurales aimeraient bel et bien recevoir des cours de « formation » à l'entrepreneuriat. Hajesz et Dawe (1997) ont constaté que plus des deux tiers des jeunes des régions rurales suivraient un cours d'entrepreneuriat s'il était enseigné à l'école et que la moitié suivraient un tel cours s'il était enseigné à l'extérieur de l'école.

7. L'impact du niveau de scolarité sur le développement économique local

7.1 Un modèle de travail

Comme nous l'indiquions précédemment, la documentation américaine milite très peu en faveur de l'hypothèse voulant qu'un niveau de scolarité plus élevé favorise la croissance locale de l'emploi. Cependant, on s'est très peu arrêté à cette relation au Canada. L'objet de la présente section est d'élaborer un modèle de travail du développement économique local afin d'évaluer l'apport des niveaux de scolarité au développement local.

Une foule d'études de toutes sortes tentent d'expliquer le développement international, national et local. Il faut tenir compte des questions relatives à la demande d'emplois, y compris l'évolution technologique, et de celles touchant l'offre d'emplois, y compris la mobilité de la main-d'œuvre. Les études qui tentent d'expliquer les différences de croissance entre les pays constatent en général que le niveau de capital humain durant la période initiale influe positivement sur la croissance nationale subséquente, mais l'augmentation du niveau de capital humain semble contribuer peu à la croissance économique nationale (Griliches, 1996).

La recherche pour expliquer la croissance de l'emploi dans les comtés américains semble indiquer que les niveaux d'éducation au sein des collectivités n'ont aucun effet si l'on se contente de tenir compte de la composition de l'emploi par secteur industriel pour expliquer la croissance locale de l'emploi aux États-Unis (p. ex. Killian et Parker, 1991, p. 108).

Freshwater *et al.* (1996) ont créé un modèle à trois équations simultanées pour estimer les effets de diverses variables sur les résultats du développement et pour vérifier si le

développement donnait de meilleurs résultats dans les secteurs de la Tennessee Valley Authority. En fait, Freshwater *et al.* (1996) reconnaissent que le développement n'est pas une dimension à une variable. Ils proposent trois mesures du développement, élaborent une équation pour expliquer chacune d'entre elles et reconnaissent explicitement l'endogénéité des trois mesures en incluant chacune des deux autres mesures du développement dans chacune de leurs trois équations (estimées simultanément par les triples moindres carrés).

Nous prévoyons faire une analyse semblable pour le Canada, mais les résultats rapportés ici commencent par un modèle à équation unique des moindres carrés ordinaires dans l'esprit de Kusmin *et al.* (1996).

Tout comme Freshwater *et al.* (1996), nous reconnaissons que le développement est multidimensionnel. Les politiques de développement visent plus d'un objectif. Le bien-être communautaire se mesure en plus d'une dimension. Nous offrons du « développement »[7] communautaire local quatre mesures qui, il est vrai, sont étroitement centrées sur la performance du marché du travail :

1. le taux de « croissance »[8] des gains[9] réels moyens[10] par travailleur dans la communauté (pour les individus de 15 ans et plus qui gagnent un revenu) **(LNCAVERN[11])**.
2. le taux de croissance des taux horaires de salaire réels moyens[12] pour les travailleurs de la communauté **(LNCWAGE)**.
3. le taux de croissance de l'emploi dans la communauté **(LNCEMP)**.

---

[7] Freshwater *et al.* (1996) reconnaissent explicitement que le niveau de capital humain d'une localité est (peut être) en soi un résultat souhaitable du développement (il s'agissait là de leur troisième mesure du développement) tout en cherchant à déterminer le rôle de ce capital humain dans les niveaux atteints par les autres indicateurs du développement.

[8] Dans chaque cas, le taux de croissance équivaut à la différence du logarithme des niveaux : ln (niveau de 1990) moins ln (niveau de 1980).

[9] Les « gains » comprennent les salaires et traitements ainsi que le revenu net d'un travail autonome tiré de l'exploitation d'une ferme ou d'une entreprise non agricole. Sur le plan conceptuel, cela équivaut à multiplier le taux de salaire horaire par le nombre d'heures travaillées.

[10] Nous observons le taux de croissance des gains *réels* et des taux de salaire *réels* en exprimant d'abord les données de 1990 en données de 1980 avant de calculer le taux de croissance.

[11] Chaque variable est représentée en gras au moyen d'un acronyme (dans le cas présent, l'acronyme représente le logarithme de la variation des gains moyens), qui est utilisé dans les tableaux et dans l'examen subséquent.

[12] Le taux de salaire horaire est calculé en divisant les salaires et traitements plus le revenu d'un emploi autonome déclaré pour l'année précédente par (le nombre d'heures travaillées durant la semaine précédant le recensement multiplié par le nombre de semaines travaillées durant l'année précédente).

4. le taux de croissance de la rémunération communautaire globale[13] **(LNCTEARN)**, qui sert d'indicateur détaillé du développement économique communautaire. Kusmin *et al.* (1996) soutiennent que la croissance de la rémunération globale d'une communauté (qu'elle soit attribuable à la croissance de l'emploi ou à la croissance des gains par travailleur, ou aux deux) est, pris seul, un indicateur utile du développement économique local.

Nous avons déterminé quatre séries de facteurs pour expliquer la croissance à l'intérieur des localités :

1. une mesure du niveau de **capital humain** dans la communauté;
2. des variables rendant compte de la composition de l'**emploi par secteur industriel**, car le développement économique local sera avantagé ou désavantagé selon que l'industrie locale soit concentrée à l'intérieur de secteurs en expansion ou en déclin;
3. des mesures des **facteurs locaux** influant sur le niveau de développement local; et
4. des variables pour rendre compte de la **nature de la région** à l'intérieur de laquelle se trouve l'économie locale.

Le niveau de capital humain local

Deux façons différentes de mesurer le niveau de capital humain sont testées :

YOS1981 : le nombre moyen d'années de scolarité de l'ensemble des individus de 15 ans et plus dans la communauté; et

LTGR981 : le pourcentage des individus de 15 à 64 ans qui avaient moins d'une neuvième année en 1981; plus

SOMEU81 : le pourcentage des individus de 15 à 64 ans qui avait fait certaines études postsecondaires en 1981.

---

[13] La rémunération communautaire globale se calcule en additionnant les « gains » de chaque résident de la communauté.

L'idée, ici, est que les localités à faible niveau de scolarité pourraient faire des gains en raison d'une augmentation du nombre d'emplois à technologie rudimentaire au même moment où les localités ayant une population active instruite pourraient faire des gains en matière d'emplois parce qu'elles sont plus à même de participer à la « nouvelle économie ».

Composition de l'emploi par secteur industriel

Cela comprend la part de l'emploi de quatre secteurs clés dont les biens et services sont (potentiellement) exportables.

PRIM81 : le pourcentage de l'emploi en 1981 dans l'agriculture, la pêche, l'exploitation forestière, les mines et le pétrole, et la chasse et le piégeage

TRMFG81 : le pourcentage de l'emploi en 1981 dans les activités manufacturières traditionnelles (industries manufacturières non comprises dans les industries « complexes » ci-dessous)

COMFG81 : le pourcentage de l'emploi en 1981 dans les activités manufacturières complexes (industries de l'impression / édition, de la machinerie, des aéronefs, des produits électriques, des produits du pétrole et du charbon, des produits chimiques et du matériel scientifique / professionnel)

PRSERV81 : le pourcentage de l'emploi en 1981 dans les activités des services aux producteurs (c.-à-d. la finance, les assurances, l'immobilier et les services aux entreprises telles que la comptabilité, la consultation, la conception et le développement de logiciels, etc.)

Veuillez noter qu'on n'indique que la part de l'emploi des secteurs dont les produits et services sont (potentiellement) exportables. Ces secteurs sont généralement mus par la demande du marché externe à la communauté. La plupart des autres secteurs sont mus par la demande du marché interne à la communauté et sont donc endogènes à la croissance de la population locale. On s'attend à ce que la reconnaissance de cette dépendance de la communauté envers les principaux types de marchés d'exportation expliquent en partie le développement économique local des années 80. Plus particulièrement, on s'attend à ce que la part de l'emploi des secteurs primaires et du traditionnel secteur manufacturier soit associée négativement tant à la croissance de l'emploi qu'à celle des gains par travailleur. La

spécialisation dans la fabrication et les services aux producteurs devrait, selon les attentes, être associée positivement à la croissance de l'emploi et à la croissance des gains.

Facteurs locaux influant sur le développement économique local

SELF81 : le pourcentage des individus de 15 à 64 ans qui travaillaient à leur compte en 1981 (sauf les travailleurs autonomes agricoles). Selon une hypothèse, les régions où les travailleurs autonomes représentent une proportion plus élevée de la population active (c.-à-d. un plus grand nombre « d'entrepreneurs »!) généreraient une croissance supérieure de l'emploi (mais la croissance des gains moyens devrait y tirer de l'arrière). Selon une autre hypothèse, un taux élevé de travailleurs autonomes durant la période initiale indique que les chances étaient minces d'obtenir un nouvel emploi salarié, si bien que les travailleurs en chômage ont décidé de se lancer à leur compte.

ABORIG81 : le pourcentage des individus qui, en 1981, étaient d'origine autochtone. Dans les localités où les Autochtones représentent une proportion plus élevée de la population, la population autochtone en âge de travailler connaît un boom en raison des taux de fécondité élevés des deux dernières décennies. Toutefois, une éventuelle population active en expansion ne se traduira pas nécessairement par une expansion de l'emploi. En général, le chômage est plus élevé, le taux d'activité est plus bas et la mobilité vers l'extérieur n'est pas négligeable. On pourrait alors s'attendre à ce que la croissance des gains moyens soit inférieure à la moyenne.

UNEMP81 : le pourcentage de la population active de 15 à 64 ans qui était sans emploi en 1981. Un taux de chômage élevé indique une offre de travailleurs excédentaires, ce qui devrait amener une croissance de l'emploi. Il faudrait toutefois s'attendre à ce que la croissance des gains par travailleur soit moindre.

EDUCIN81 : le pourcentage des individus de 15 à 64 ans qui, en 1981, travaillaient dans « l'industrie de l'éducation » (c.-à-d. qui travaillaient dans un établissement d'enseignement à titre d'enseignant ou d'employé de soutien). L'infrastructure du savoir fournie par les membres de l'industrie de l'éducation devrait contribuer de manière positive à la croissance locale de l'emploi. Toutefois, les gains ont connu une forte croissance dans l'industrie de l'éducation durant les années 70, même par rapport à celle, réelle et importante, observée dans tous les secteurs.

Ainsi, la croissance des gains devrait avoir été moindre dans les années 80 dans les localités où la part des emplois de l'industrie de l'éducation est plus grande.

YOUTHIN81 : le pourcentage des jeunes de 25 à 29 ans qui, en 1981, avaient déménagé dans la localité dans les cinq années précédant l'année 1981. Cela pourrait être interprété comme un indicateur de la croissance « prévue » durant la période subséquente. Cela devrait également augmenter le niveau de capital humain. On s'attend à ce que la croissance de l'emploi et la croissance des gains moyens soient associées positivement à cette variable.

PEROLD81 : le pourcentage de la population qui avait de 55 à 74 ans en 1981. En général, la présence d'un pourcentage élevé de personnes de ce groupe d'âge résulte de la mobilité extérieure des jeunes. Ainsi, cette variable est un indicateur du déclin « prévu » de l'emploi ou des gains. Un pourcentage élevé de la population de ce groupe d'âge devrait aussi afficher des niveaux de scolarité moins élevés. Ainsi, cette variable devrait également tenir compte du fait qu'un faible niveau de scolarité moyen pourrait résulter d'une forte proportion de personnes âgées au sein de la communauté.

NEW5581 : le pourcentage des individus de 55 à 74 ans de la localité qui avaient déménagé dans la localité dans les cinq années précédant l'année 1981. Il s'agit d'une mesure approximative pour une communauté pour retraités. Plus ce facteur est fort, plus la croissance prévue de l'emploi sert à offrir des services aux retraités. On connaît mal l'impact de ces nouveaux emplois sur les gains par travailleur puisqu'il peut s'agir d'emplois dans le secteur moins bien rémunéré des services.

LT21K81 : le pourcentage d'individus de la localité qui vivent dans un ménage dont le revenu est inférieur à la médiane nationale de 21 000 $ (dollars courants de 1981). Selon une documentation nouvelle et de plus en plus abondante (voir Osberg, 1995), il semble que la croissance sera meilleure là où le bien-être est distribué plus également. Autrement dit, il n'y a pas de compromis entre l'avoir et la croissance. Plutôt, une répartition plus égale du bien-être contribue à la croissance économique. Un pourcentage plus élevé d'individus à faible revenu devrait réduire la croissance locale de l'emploi. L'on s'attendrait cependant à ce que les localités à forte incidence de faible revenu en 1981 régressent vers la moyenne et, ainsi, affichent une croissance relativement plus élevée des gains durant la période allant de 1981 à 1991.

La nature de la région où se trouve la localité

Pour indiquer la nature de la région, nous adoptons la typologie mise au point par Hawkins (1995) (voir aussi Hawkins et Bollman, 1994, et Bollman, 1994). Elle comprend sept types de régions. Des variables nominales sont utilisées pour indiquer le type de région où se trouve la localité. Les divisions de recensement comprenant de grandes villes ont été appelées des régions principales (**DPRSETTL**). Les divisions de recensement comprenant de plus petites villes ont été appelées des régions urbaines (**DURBFRON**). La catégorie exclue de divisions de recensement[14] est celle des divisions de recensement appelées paradis ruraux; il s'agit des divisions de recensement rurales profitant de l'influence métropolitaine de Toronto et quelques divisions de recensement autour de Vancouver, de Winnipeg et de Montréal. Les divisions de recensement où l'agriculture occupait une place importante ont été appelées régions agro-rurales (**DAGRRUR**). Elles se trouvaient dans la ceinture céréalière de la Saskatchewan et du Manitoba et dans les régions agricoles du Québec. Les divisions de recensement à piètres perspectives économiques étaient réunies en grappes au sein de divisions de recensement appelées régions rurales en déclin (**DRURENCL**). Ces divisions de recensement comprennent le comté de Pontiac dans l'Ouest du Québec et la plupart des divisions de recensement de la région de Gaspé, au Québec, du Nord du Nouveau-Brunswick, des extrémités de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Nouvelle-Écosse et des régions isolées de Terre-Neuve. Les divisions de recensement riches en ressources naturelles (forêts, mines, pétrole et gaz) (bon nombre des divisions de recensement de l'Alberta plus le Nord de la Colombie-Britannique et le Nord de l'Ontario) en plus des divisions ayant de bonnes ressources en capital humain dans les capitales de Whitehorse, au Yukon, et de Yellowknife, dans les Territoires du Nord-Ouest ont été appelées régions productrices de ressources (**DRESAREA**). D'autres divisions de recensement nordiques comptant une importante population autochtone ont été appelées régions autochtones du Grand Nord (**DNATIVNO**).

Les régions exclues ont été désignées « paradis ruraux » parce qu'étant dans l'ombre rurale des grands marchés métropolitains, ces régions connaissaient à la fois une croissance démographique et une croissance des gains. Ainsi, on pourrait s'attendre à ce que la croissance de l'emploi et des gains soit plus forte dans les **DPRSETTL** que dans les régions exclues et moins forte dans toutes les autres régions.

---

[14] Les variables nominales (c.-à-d. les variables 0, 1) sont utilisées pour indiquer dans quel groupe une observation est classée. Un groupe doit être exclu de l'analyse pour éviter que la matrice ne soit singulière (ce qui se produit lorsque la somme des variables nominales pour chaque observation est égale à 1). Le coefficient sur chaque variable nominale indique l'impact sur la variable dépendante de la variable nominale donnée par rapport au groupe exclu.

Nous estimons l'association entre ces variables et les quatre mesures du développement communautaire pour trois ensembles d'observations :

1. toutes les communautés dans toutes les régions (c.-à-d. toutes les subdivisions de recensement unifiées et toutes les divisions de recensement au Canada);
2. toutes les communautés dans les *régions à prédominance rurale* seulement telles que définies par l'OCDE (1996) (c.-à-d. les divisions de recensement dont plus de 50 % de la population vit en milieu rural); et
3. seulement les communautés rurales telles que définies par l'OCDE (1996), sans égard au type de région dans laquelle elles sont situées (c.-à-d. toutes les subdivisions de recensement unifiées de moins de 150 habitants au kilomètre carré).

Les trois ensembles de résultats sont examinés pour déterminer si les liens s'appliquent aussi lorsque l'analyse est restreinte aux communautés en région rurale et aux communautés rurales, quel que soit le type de région.

7.2 Données

Les données proviennent des recensements de la population de 1981 et de 1991.

7.3 Résultats

Nous présentons les résultats pour quatre équations de régression estimées par la méthode des moindres carrés ordinaires. Il s'agit de déterminer l'association empirique entre le capital humain communautaire et la croissance des gains réels moyens **(LNCAVERN)**, la croissance des salaires horaires réels moyens **(LNCWAGE)**, la croissance de l'emploi dans la communauté **(LNCEMP)** et la croissance de la rémunération communautaire globale **(LNCTEARN)**[15]. Les équations où le capital humain communautaire est mesuré par le nombre **moyen** d'années de scolarité (**YOS1981**) sont présentées au tableau 4. Les équations où la quantité de capital humain communautaire est représentée par la **répartition** de la population

[15] Ces équations supposent essentiellement que la communauté locale est en situation de déséquilibre durant la période initiale. On formule l'hypothèse que le niveau de chaque variable déterminante durant la période initiale (1981) amène le mouvement de chaque mesure du développement communautaire vers un état d'équilibre durant la période subséquente. Voir Newman et Sullivan (1980) pour un examen détaillé des autres cadres.

selon le niveau de scolarité atteint sont présentées au tableau 5. Le R^2 corrigé va de 0,21 à 0,35, ce qui concorde avec des études semblables sur la croissance communautaire locale. Il n'y a pas de différence dans le R^2 corrigé entre les équations avec le nombre moyen d'années de scolarité (**YOS1981** dans le tableau 4) et la répartition de la population selon le niveau de scolarité (**LTGR981** et **SOMEU81** dans le tableau 5).

Nos résultats indiquent que l'association entre nos mesures du capital humain et nos mesures du développement économique communautaire est généralement fragile[16]. Il y avait un lien fragile entre le nombre moyen d'années de scolarité dans la communauté (**YOS1981**), d'une part, et à la fois un taux plus élevé de croissance de l'emploi dans la communauté (**LNCEMP**) et un taux plus élevé de croissance des gains moyens par travailleur (**LNCAVERN**) (tel que résumé au tableau 6). Par ailleurs, il y avait une association fragile entre le nombre moyen d'années de scolarité dans la communauté (**YOS1981**) et un taux moins élevé de croissance des taux de salaire horaire moyens dans la communauté (**LNCWAGE**). Le résultat est que, dans l'ensemble, il y avait une association fragile entre le nombre d'années de scolarité dans la communauté (**YOS1981**) et un taux moins élevé de croissance de la rémunération communautaire globale (**LNCTEARN**). De toute évidence, la rémunération communautaire globale (**LNCTEARN**) augmentait moins dans les communautés où l'on observait un niveau de scolarité moyen élevé (**YOS1981**) parce que la croissance moins élevée des gains (**LNCWAGE**) n'y était pas contrebalancée par la croissance de l'emploi (**LNEMP**) ou la croissance de la composante des heures travaillées de la croissance des gains moyens par travailleur (**LNCAVERN**).

---

16 La nature de l'association entre l'éducation et les résultats du développement communautaire est quelque peu différente en raison de la spécification exacte des équations. Les résultats présentés dans le présent document ne surestiment pas le rôle du capital humain dans le développement économique communautaire.

Tableau 4 Facteurs associés au développement économique local, Canada, 1981 à 1991

Variable dépendante		LNCTEARN (moyenne = 10,63)		LNCAVERN (moyenne = -3,77)		LNCWAGE (moyenne = -0,031)		LNCEMP (moyenne = 12,29)	
	Moyenne	Coefficient de Régression	« Statistique T »	Coefficient de régression	« Statistique T »	Coefficient de régression	« Statistique T »	Coefficient de régression	« Statistique T »
Constante		59	4,5	-5,2	-0,6	0,2	1,8	22	2,2
Niveau de capital humain local									
YOS1981	10,52	-1,4	-1,3	1,4	1,9	-0,0087	-1,0	0,86	1,1
Structure industrielle de l'emploi par branche d'activité									
PRIM81	20,72	-0,68	-13,0	-0,36	-9,4	-0,0033	-7,7	-0,3	-7,0
TRMFG81	14,24	-0,18	-2,9	-0,01	-0,2	0,0009	1,9	-0,31	-5,4
COMFG81	2,18	0,24	1,1	-0,014	0,1	0,0018	1,4	0,2	1,1
PRSERV81	3,93	0,21	1,0	-0,14	-1,1	-0,00048	-0,3	0,28	1,5
Facteurs locaux influant sur la variable dépendante									
SELF81	5,22	-0,039	-0,2	-0,092	-0,5	0,0029	1,5	0,058	0,3
ABORIG81	2,24	-0,32	-1,9	0,04	0,8	-0,00046	-0,9	-0,24	-1,7
UNEMP81	9,34	-0,4	-4,5	-0,052	-0,9	-0,0018	-2,5	0,016	0,2
EDUCIN81	5,55	-0,58	-3,1	-0,56	-4,8	-0,0063	-4,3	-0,16	-1,0
YOUTHIN81	36,95	-0,014	-0,4	-0,032	-1,1	-0,00049	-1,4	-0,0035	-0,1
PEROLD81	15,96	-0,93	-6,8	-0,15	-1,6	-0,004	-3,3	-0,7	-6,5
NEW5581	10,73	0,41	5,7	-0,018	-0,3	0,0003	0,5	0,44	6,9
LT21K81	51,67	0,34	7,3	0,24	6,8	0,0024	5,8	0,08	2,1
Type de région où se trouve la localité									
DPRSETTL	0,014	-8,9	-1,8	-6,8	-3,4	-0,049	-2,4	-5,7	-1,4
DURBFRON	0,28	-19	-11,0	-11	-10,6	-0,1	-8,3	-7,7	-5,7
DAGRRUR	0,32	-25	-14,0	-14	-13,8	-0,17	-13,6	-6,5	-4,7
DRURENCL	0,12	-18	-7,6	-9,9	-6,5	-0,039	-2,2	-14	-7,2
DRESAREA	0,072	-15	-5,5	-7,2	-4,7	-0,041	-2,3	-8,7	-3,8
DNATIVNO	0,007	-7	-0,8	-12	-2,6	-0,054	-1,4	-1,1	-0,1
Nombre d'observations		2315		2315		2315		2315	
R2 corrigé		0,34		0,22		0,22		0,21	

Nota : Toutes les statistiques T ont été corrigées pour tenir compte de l'hétéroscédasticité.

Tableau 5. Facteurs associés au développement économique local. Canada, 1981 à 1991

Variable dépendante :		LNCTEARN (moyenne = 10.63)		LNCAVERN (moyenne = -3.77)		LNCWAGE (moyenne = -0.031)		LNCEMP (moyenne = 12.29)	
	Moyenne	Coefficient de régression	« Statistique-T »	Coefficient de régression	« Statistique T »	Coefficient de régression	« Statistique T »	Coefficient de régression	« Statistique T »
Constante		36	5.5	12	2.7	0.098	1.8	25	4.5
Niveau de capital humain local									
LTGR981	24.37	0.31	2.8	-0.046	-0.5	0.0011	1.1	0.13	1.5
SOMEU81	27.02	0.07	0.6	-0.059	-0.7	-0.0005	-0.5	0.17	1.8
Structure industrielle de l'emploi par branche d'activité									
PRIM81	20.72	-0.68	-12.8	-0.36	-9.4	-0.0034	-7.7	-0.29	-6.7
TRMFG81	14.24	-0.21	-3.4	-0.03	-0.7	0.00074	1.6	-0.32	-5.7
COMFG81	2.18	0.27	1.2	0.054	0.5	0.002	1.6	0.21	1.2
PRSERV81	3.93	0.22	1.1	-0.037	-0.3	-0.00015	-0.1	0.28	1.5
Facteurs locaux incluant sur la variable dépendante									
SELF81	5.22	-0.057	-0.2	-0.088	-0.5	0.0029	1.4	0.046	0.2
ABORIG81	2.24	-0.32	-1.9	0.03	0.6	-0.00047	-0.9	-0.25	-1.8
UNEMP81	9.34	-0.43	-5.0	-0.09	-1.5	-0.002	-2.8	-0.0082	-0.1
EDUCIN81	5.55	-0.61	-3.2	-0.51	-4.2	-0.0062	-4.2	-0.18	-1.1
YOUTHIN81	36.95	-0.0075	-0.2	-0.022	-0.7	-0.00044	-1.2	-0.002	-0.1
PEROLD81	15.96	-0.93	-6.8	-0.14	-1.4	-0.004	-3.3	-0.7	-6.5
NEW5581	10.73	0.43	5.9	-0.0082	-0.2	0.00037	0.6	0.45	7.1
LT21K81	51.67	0.32	7.0	0.22	6.3	0.0023	5.7	0.071	1.9
Type de région où se trouve la localité									
DPRSETTL	0.014	-9.6	-1.9	-6.1	-3.0	-0.048	-2.4	-6.4	-1.5
DURBFRON	0.26	-19	-11.0	-11	-10.1	-0.1	-8.0	-8.5	-6.0
DAGRRUR	0.32	-26	-14.3	-15	-13.8	-0.17	-13.5	-7.4	-5.3
DRURENCL	0.12	-18	-7.8	-10	-6.4	-0.037	-2.1	-16	-7.7
DRESAREA	0.072	-16	-5.8	-7.6	-4.9	-0.042	-2.4	-9.4	-4.1
DNATIVNO	0.007	-9.4	-1.0	-13	-2.8	-0.058	-1.4	-4	-0.5
Nombre d'observations		2315		2315		2315		2315	
R2 corrigé		0.35		0.22		0.22		0.21	

Note : Toutes les statistiques T ont été corrigées pour tenir compte de l'hétéroscédasticité.

Tableau 6. Comparaison des résultats présumés et des résultats réels

	Croissance en dollars constants de la rémunération communautaire globale (LNCTEARN)		Croissance en dollars constants des gains moyens par travailleur (LNCAVERN)		Croissance en dollars constants du taux de salaire horaire (LNCWAGE)		Croissance du niveau d'emploi dans la communauté (LNCEMP)	
	Prévue	Réelle	Prévue	Réelle	Prévue	Réelle	Prévue	Réelle
Niveau de capital humain local								
YOS1981	+	Nég.	+	pos.	+	nég.	+	pos.
LTGR981	?	**POS.**	-	n.s.	-	pos.	+	pos.
SOMEU81	+	n.s.	+	n.s.	+	n.s.	+	pos.
Structure industrielle de l'emploi par branche d'activité								
PRIM81	-	**NÉG.**	-	**NÉG.**	-	**NÉG.**	-	**NÉG.**
TRMFG81	-	**NÉG.**	-	n.s.	-	pos.	-	**NÉG.**
COMFG81	+	pos.	+	n.s.	+	pos.	+	pos.
PRSERV81	+	pos.	+	n.s.	+	n.s.	+	pos.
Facteurs locaux influant sur la variable dépendante								
SELF81	?	n.s.	-	n.s.	-	pos.	+	n.s.
ABORIG81	?	nég.	-	n.s.	-	n.s.	+	nég.
UNEMP81	?	**NÉG.**	-	n.s.	-	**NÉG.**	+	n.s.
EDUCIN81	?	**NÉG.**	-	**NÉG.**	-	**NÉG.**	+	nég.
YOUTHIN81	+	n.s.	+	n.s.	+	nég.	+	n.s.
PEROLD81	-	**NÉG.**	-	nég.	-	**NÉG.**	-	**NÉG.**
NEW5581	?	**POS.**	?	n.s.	?	n.s.	+	**POS.**
LT21K81	?	**POS.**	+	**POS.**	+	**POS.**	-	pos.
Type de région où se trouve la localité								
DPRSETTL	?	nég.	?	**NÉG.**	?	**NÉG.**	?	nég.
DURBFRON	?	**NÉG.**	?	**NÉG.**	?	**NÉG.**	?	**NÉG.**
DAGRRUR	-	**NÉG.**	-	**NÉG.**	-	**NÉG.**	-	**NÉG.**
DRURENCL	-	**NÉG.**	-	**NÉG.**	-	**NÉG.**	-	**NÉG.**
DRESAREA	?	**NÉG.**	?	**NÉG.**	?	**NÉG.**	?	**NÉG.**
DNATIVNO	-	n.s.	-	**NÉG.**	-	nég.	-	n.s.

Nota : « n.s » signifie « non significatif » (avec une statistique T de moins de 1,0)

Nota : pos. ou nég. représente le signe de l'association et une statistique T d'entre 1,0 et 2,0

Nota : **POS.** et **NÉG.** représentent le signe de l'association et une statistique T de 2,0 ou plus

Nos autres mesures de la quantité du capital humain communautaire tiennent compte de la répartition de la population selon le niveau de scolarité. D'après les résultats, les régions à niveau de scolarité moins élevé (**LTGR981**) **et** les régions à niveau de scolarité plus élevé (**SOMEU81**) étaient les unes et les autres faiblement associées à un taux plus élevé de croissance de l'emploi (**LNCEMP**) dans les années 80. Fait à noter, les communautés où l'on a observé une proportion supérieure d'individus moins scolarisés (**LTGR981**) étaient faiblement associées à une croissance plus élevée des salaires (**LNCWAGE**), mais lorsqu'on combine ce résultat avec la faible association à un taux plus élevé de croissance de l'emploi, on s'aperçoit que les communautés comptant une proportion supérieure d'individus moins instruits (**LTGR981**) présentent une association significative à une croissance plus forte de la rémunération communautaire globale (**LNCTEARN**). Ainsi, il semble que les communautés à travailleurs faiblement qualifiés (ce qu'indique une proportion élevée d'individus ayant un niveau de scolarité moins élevé) aient pu attirer des emplois durant les années 80 et aient été capables d'augmenter leur niveau de rémunération durant cette période.

Un bon nombre des autres variables présentent l'association présumée aux variables dépendantes. Comme prévu, la spécialisation des emplois dans les secteurs primaires (**PRIM81**) était associée à une croissance plus faible de toutes les mesures des résultats du développement communautaire. Il y avait un lien significatif entre la spécialisation d'une communauté dans le secteur manufacturier traditionnel (**TRMFG81**), d'une part, et une croissance plus faible de l'emploi (**LNCEMP**) et une croissance plus faible de la rémunération communautaire globale (**LNSTEARN**), d'autre part. La spécialisation des emplois d'une communauté dans le secteur primaire et le secteur manufacturier traditionnel ont limité la croissance des résultats du développement communautaire durant les années 80.

Le pourcentage de la population active travaillant à son compte (**SELF81**) était faiblement associé à une croissance plus forte du salaire horaire (**LNCWAGE**), contre toute attente. Il n'y avait toutefois pas d'association significative à la croissance de l'emploi. Ainsi, même s'il y avait une proportion plus élevée de travailleurs indépendants dans une communauté, cela ne signifie pas qu'il y régnait un climat « entrepreneurial » et que la croissance de l'emploi y était plus vigoureuse.

Une proportion plus élevée d'Autochtones au sein de la population (**ABORIG81**) était faiblement associée à une croissance moins élevée de l'emploi (**LNCEMP**) et faiblement associée une croissance moins élevée de la rémunération communautaire globale

(**LNCTEARN**). Malgré une forte demande démographique d'emplois dans les communautés autochtones, la croissance de l'emploi a fléchi dans les années 80, si bien que tous les autres facteurs sont demeurés constants.

Un taux plus élevé de chômage (**UNEMP81**) dans la communauté durant la période initiale a limité la croissance des taux de salaire horaire (**LNCWAGE**), comme prévu. L'offre en apparence excessive de travailleurs durant la période initiale, ce qu'indique un taux plus élevé de chômage, n'avait aucun impact significatif sur la croissance de l'emploi durant la période subséquente.

Les communautés qui affichaient une proportion plus élevée d'emplois dans le secteur de l'éducation (**EDUCIN81**) ont connu une croissance moindre de l'emploi (**LNCEMP**), une croissance moindre des salaires (**LNCWAGE**), une croissance moindre des gains moyens (**LNCAVERN**) et, par conséquent, une croissance moindre de la rémunération communautaire globale (**LNCTEARN**) dans les années 80. La présence d'un établissement d'enseignement ne stimulait pas le développement économique global.

Un taux plus élevé de migration d'entrée chez les jeunes (**YOUTHIN81**) durant la période précédente n'était associé ni à une croissance de l'emploi ni à une croissance des gains. Un taux plus élevé de migration d'entrée chez les jeunes était faiblement associé à une croissance moins élevée des salaires (**LNCWAGE**). On présumait que cette variable allait signaler des régions où l'on prévoyait de la croissance durant la période subséquente.

Une proportion plus élevée de personnes âgées au sein de la population (**PEROLD81**) signalait bel et bien une migration de sortie passée chez les jeunes et était associée à une croissance moins élevée de l'emploi (**LNCEMP**) ainsi qu'à une croissance moins élevée des gains (**LNCAVERN** et **LNCTEARN**).

Les communautés pour retraités (**NEW5581**) semblent générer une croissance significative de la rémunération communautaire globale (**LNCTEARN**) en générant une forte croissance de l'emploi (**LNCEMP**).

Les communautés comptant une proportion plus élevée de personnes pauvres (**LT21K81**) étaient associées à une croissance plus élevée de toutes les mesures des résultats du développement communautaire. Il semble que ces communautés rattrapaient leur retard (c.-à-d. qu'elles avaient des taux de croissance relativement plus élevés) durant les années 80.

Le type de région où se trouve la communauté a son importance. Les communautés de chaque type de région affichaient une croissance moins vigoureuse que celles de la catégorie

des communautés omises – les « paradis ruraux » en expansion. Veuillez noter que la croissance de l'emploi était beaucoup plus faible dans les communautés des « régions rurales en déclin » (**DRURENCL**) si on les compare aux communautés du groupe exclu, les « paradis ruraux ». Quant à la croissance des salaires (**LNCWAGE**), à la croissance des gains moyens (**LNCAVERN**) et à la croissance de la rémunération communautaire globale (**LNCTEARN**), la croissance la plus faible (c.-à-d. le coefficient négatif le plus grand) s'observe dans les communautés des régions « agro-rurales » (**DAGRRUR**).

Rappelons-nous que les études américaines n'ont trouvé aucune association significative entre la croissance de l'emploi dans les communautés et les niveaux de scolarité communautaire lorsqu'elles tenaient compte de la structure industrielle de l'emploi et du type de région. Dans la présente étude, nous avons tenu compte de l'effet de la structure industrielle de l'emploi et du type de région et nous obtenons bel et bien une association positive (bien que faible) entre la croissance de l'emploi et les niveaux de scolarité.

Les résultats ci-dessus renvoient à toutes les communautés dans toutes les régions. Les équations présentées aux tableaux 4 et 5 ont aussi été calculées pour les communautés des régions *à prédominance rurale* et pour toutes les communautés sans égard au type de communauté. C'est ici que nous examinons les résultats touchant les variables du capital humain. En général, l'association entre nos mesures du capital humain communautaire (**YOS1981, LTGR981, SOMEU81**) et les résultats du développement économique communautaire concordent avec l'examen ci-dessus (tableau 7). Cela contraste avec les résultats de Killian et Parker (1991), qui n'ont trouvé aucune association entre la croissance de l'emploi et les niveaux de scolarité pour les régions rurales. Toutefois, notre association n'est pas forte. La faible association entre les niveaux de scolarité moyens (**YOS1981**) et la croissance plus élevée de l'emploi (**LNCEMP**) tient pour les communautés en région rurale et pour les communautés rurales, quel que soit le type de région. Fait à noter, l'association entre la croissance de l'emploi (**LNCEMP**) et la répartition de la population selon le niveau de scolarité (**LTGR981** et **SOME81**) tient aussi lorsque nous limitons notre analyse aux communautés situées dans les régions *à prédominance rurale* et aux communautés rurales, quel que soit le type de région. Plus particulièrement, nous avons constaté, tant pour les communautés rurales que pour les communautés en région rurale, que les communautés dont une proportion plus élevée de la population est moins instruite **et** que les communautés dont une proportion plus élevée de la population est plus instruite sont les unes et les autres

faiblement associées à une croissance plus élevée de l'emploi. Certaines communautés rurales à travailleurs moins qualifiés et certaines communautés rurales à travailleurs plus qualifiés ont été capables d'attirer des emplois.

Tableau 7. Résumé de l'association entre la scolarité communautaire et les résultats du développement communautaire, Canada, 1981 à 1991

	Nombre de communautés	Croissance en dollars constants de la rémunération communautaire globale (LNCTEARN)	Croissance en dollars constants des gains moyens par travailleur (LNCAVERN)	Croissance en dollars constants du taux de salaire horaire (LNCWAGE)	Croissance du niveau de l'emploi dans la communauté (LNCEMP)
TOUTES LES RÉGIONS :					
Nombre moyen d'années de scolarité durant la période initiale (YOS1981)	2 315	(négative)	(positive)	(négative)	(positive)
Proportion ayant moins d'une neuvième année durant la période initiale (LTGR981)	2 315	**POSITIVE**	n.s.	(positive)	(positive)
Proportion ayant certaines études universitaires durant la période initiale (SOMEU81)	2 315	n.s.	n.s.	n.s.	(positive)
RÉGIONS À PRÉDOMINANCE RURALE :					
Nombre moyen d'années de scolarité durant la période initiale (YOS1981)	1 784	**NÉGATIVE**	n.s.	(négative)	(positive)
Proportion ayant moins d'une neuvième année durant la période initiale (LTGR981)	1 784	**POSITIVE**	n.s.	(positive)	(positive)
Proportion ayant certaines études universitaires durant la période initiale (SOMEU81)	1 784	(positive)	n.s.	n.s.	**POSITIVE**
COMMUNAUTÉS RURALES :					
Nombre moyen d'années de scolarité durant la période initiale (YOS1981)	2 170	(négative)	(positive)	(négative)	(positive)
Proportion ayant moins d'une neuvième année durant la période initiale (LTGR981)	2 170	**POSITIVE**	n.s.	(positive)	(positive)
Proportion ayant certaines études universitaires durant la période initiale (SOMEU81)	2 170	n.s.	n.s.	n.s.	(positive)

Nota : « n.s » signifie « non significatif » (avec une statistique T de moins de 1,0)

Nota : (positive) ou (négative) représente le signe de l'association et une statistique T d'entre 1,0 et 2,0

Nota : **POSITIVE** et **NÉGATIVE** représentent le signe de l'association et une statistique T de 2,0 ou plus

8. Conclusions

Nos équations n'expliquaient que de 21 % à 34 % de la variabilité du développement communautaire local dans les années 80. Contrairement aux résultats des études menées aux États-Unis, les résultats présentés dans le présent document suggèrent que la quantité de capital humain des communautés rurales du Canada a bel et bien insufflé un élan positif (bien que faible) à la croissance de l'emploi dans les collectivités locales durant les années 80. Toutefois, si l'on tient compte de la croissance moins élevée des salaires, la rémunération communautaire globale a moins augmenté dans les communautés à niveau plus élevé de scolarité.

Ainsi, peut-on se demander, quels sont les liens entre le capital humain et le développement rural? Premièrement, la documentation semble indiquer que la capacité humaine se développe surtout par la nutrition et l'éducation des enfants, plus particulièrement durant la période allant de neuf mois avant la naissance à trois ans après celle-ci. Les preuves physiologiques du lien entre la nutrition et l'éducation des enfants, d'une part, et leur capacité subséquente à s'adapter, d'autre part, sont de plus en plus nombreuses. Certains diront que c'est à ce chapitre d'abord que les localités devraient concentrer leurs efforts en matière de développement du capital humain. Deuxièmement, la capacité humaine supérieure d'une communauté (représentée approximativement par le nombre d'années de scolarité) est faiblement associée à une croissance plus élevée de l'emploi dans la communauté, mais elle est aussi faiblement associée à une croissance moins élevée des salaires qui semble causer une faible association à une rémunération communautaire globale moins élevée. L'investissement dans la nutrition et l'éducation des enfants est un facteur clé. Durant les années 80, le niveau de scolarité plus élevé d'une communauté n'y stimulait que légèrement l'emploi.

Il est essentiel que nous améliorions la capacité humaine de la population active locale si nous voulons offrir des possibilités aux individus, quel que soit leur futur lieu de travail. Bien que les ressources en capital humain soient essentielles pour participer à la nouvelle économie en mondialisation, les stratégies de développement économique local devraient reconnaître qu'il faut aller au-delà du seul capital humain communautaire pour stimuler le développement économique local. Comme le faisait remarquer von Meyer (1997, p. 20), le succès des régions rurales dynamiques ne découle pas de mix sectoriels favorables... La performance positive découlant de la création d'emplois en milieu rural résulte d'une dynamique territoriale

particulière encore mal comprise, mais qui inclut probablement des éléments tels que l'identité régionale et le climat d'entrepreneuriat, les réseaux publics et privés ou l'attractivité de l'environnement culturel et naturel.

Documents de référence

Abramson, Jane A. (1967) **Rural Non-farm Communities and Families: Social Structure, Process and Systems in Ten Saskatchewan Villages** (Saskatoon: University of Saskatchewan, The Canadian Centre for Community Studies).

Bollman, Ray D. (1994) "A Preliminary Typology of Rural Canada," in Bryden, John M. (ed.) **Towards Sustainable Rural Communities: The Guelph Seminar Series** (Guelph: University of Guelph, University School of Rural Planning and Development), pp. 141-144.

Blakeslee, Sandra (1997) *Baby talk builds brains: Foundations for rational thinking set by age one, study says.* **The Ottawa Citizen.** April 17, p. A15.

Canada. (1991) **Bien apprendre ... bien vivre** (Ottawa: Gouvernement du Canada, Secrétariat de la prospérité, Cat. No. C2-180/1991F).

Freshwater, David, Hu, D., Wojan, T. R., and Goetz, Stephan J. (1996) **Testing for Effects of Federal Economic Development Agencies: Does TVA make a Difference?** (Lexington: University of Kentucky, Department of Agricultural Economics, Staff Paper #362).

Gouvernement du Canada. (1995) **Profil du Canada Rural**. (Ottawa: Gouvernement du Canada, Comité interministériel sur les régions rurales et éloignées du Canada, LM-347-02-95F).

Griliches, Zvi. (1996) **Education, Human Capital and Growth: A Personal Perspective** (Cambridge: Harvard University, Discussion Paper Number 1745).

Hajesz, David and Dawe, Shirley P. (1997) *De-mythologizing Rural Youth Exodus.* Chapter 9 in Bollman, Ray D. and Bryden, John M. (ed.) **Rural Employment: An International Perspective** (Brandon: Brandon University, Rural Development Institute for the Canadian Rural Restructuring Foundation).

Hawkins, Liz (1995) **Mapping the Diversity of Rural Economies: A Preliminary Typology of Rural Canada** (Ottawa: Statistics Canada, Agriculture Division, Working Paper No. 29).

Hawkins, Liz and Bollman, Ray D. (1994) "Le Canada rural ne forme pas un tout homogène," **Un coup d'oeil sur l'agriculture canadienne** (Ottawa: Statistique Canada, Cat. No. 96-301), pp. 78-80.

Hertzman, Clyde. (1994) **The Lifelong Impact of Childhood Experiences: A Population Health Perspective** (Toronto: The Canadian Institute for Advanced Research, Working Paper No. 47, Fall).

Keating, Daniel and Mustard, J. Fraser. (1993) **The National Forum on Family Security -- Social Economic Factors and Human Development** (Toronto: The Canadian Institute for Advanced Research, August).

Killian, Molly Sizer and Beaulieu, Lionel J. (1995) *Current Status of Human Capital in the Rural U.S.* Chapter 2 in Beaulieu, Lionel J. and Mulkey, David. (ed.) **Investing in People: The Human Capital Needs of Rural America** (Boulder: Westview Press), pp. 23-46.

Killian, Molly S. and Parker, Timothy S. (1991) *Education and Local Employment Growth in a Changing Economy*. Chapter 4 in **Education and Rural Economic Development: Strategies for the 1990s** (Washington, D.C.: United States Department of Agriculture, Economic Research Service, Report No. AGES-9153), pp. 93-113.

Kusmin, Lorin D. (1994) **Factors Associated with the Growth of Local and Regional Economies: A Review of Selected Empirical Literature** (Washington, D.C.: United States Department of Agriculture, Economic Research Service, Staff Report No. AGES-9405).

Kusmin, Lorin D., Redman, John M. and Sears, David W. (1996) **Factors Associated with Rural Economic Growth: Lessons from the 1980s** (Washington, D.C.: United States Department of Agriculture, Economic Research Service, Technical Bulletin NO. 1850).

Looker, E. Dianne (1997) *Rural-Urban Differences in Youth Transition to Adulthood*. Chapter 7 in Bollman, Ray D. and Bryden, John M. (ed.) **Rural Employment: An International Perspective** (Brandon: Brandon University, Rural Development Institute for the Canadian Rural Restructuring Foundation).

McGranahan, David A. (1991) *Introduction* in **Education and Rural Economic Development: Strategies for the 1990s** (Washington, D.C.: United States Department of Agriculture, Economic Research Service, Report No. AGES-9153).

McGranahan, David A. and Ghelfi, Linda M. (1991) *The Education Crisis and Rural Stagnation in the 1980s*. Chapter 3 in **Education and Rural Economic Development: Strategies for the 1990s** (Washington, D.C.: United States Department of Agriculture, Economic Research Service, Report No. AGES-9153).

McGranahan, David and Kassel, Kathleen. (1996) *Education and Regional Employment in the 1980s: Comparisons among OECD Member Countries*. Chapter 6 in Bollman, Ray D. and Bryden, John M. (ed.) **Rural Employment: An International Perspective** (Brandon: Brandon University, Rural Development Institute for the Canadian Rural Restructuring Foundation).

Meyer, Heino von and Muheim, Phillippe. (1997) *Dynamiques territoriales de l'emplois*. **l'Observateur de l'OCDE** No. 203 (janvier), pp. 22-26.

Mustard, J. Fraser. (1994) **Health and Social Capital -- A North American Perspective** (Toronto: The Canadian Institute for Advanced Research).

Nash, J. Madeleine. (1997) *Fertile Minds: How a Child's Brain Develops, and what it means for child care and education*. **TIME**, June 9, pp. 47-54.

Newman, Robert J. and Sullivan, Dennis H. (1980) *Econometric Analysis of Business Tax Impacts on Industrial Location. What Do We Know, and How Do We Know It?* **Journal of Urban Economics** Vol. 23, pp. 215-234.

Osberg, Lars. (1995) *The Equity / Efficiency Trade-off in Retrospect*. **Canadian Business Economics** Vol. 3, No. 3 (Spring), pp. 5-19.

OCDE. (1996) **Indicateurs territoriaux de l'emploi : le point sur le développement rural** (Paris: OCDE).

Popkin, Barry M. (1972) *Economic Benefits from the Elimination of Hunger in America*. **Public Policy**. Winter, pp. 133-153.

Reich, Robert B. (1991) **The Work of Nations: Preparing Ourselves for 21st-Century Capitalism** (New York: Vintage Books).

Sears, David W., Redman, John M., Kusmin, Lorin D. and Killian, Molly S. (1992) **Growth and Stability of Rural Economies in the 1980s: Differences Among Counties** (Washington, D.C.: United States Department of Agriculture, Economic Research Service, Staff Report AGES-9230).

Schultz, Theodore W. (1975) *The Value of the Ability to Deal with Disequilibria*. **Journal of Economic Literature** Vol. 13 (September), pp. 827-846.

Von Meyer, Heino. (1997) *Rural Employment in OECD Countries: Structure and Dynamics of Regional Labour Markets*. Chapter 2 in Bollman, Ray D. and Bryden, John M. (ed.) **Rural Employment: An International Perspective** (Brandon: Brandon University, Rural Development Institute for the Canadian Rural Restructuring Foundation).

Wade, Jerry L. and Pulver, Glen C. (1991) *The Role of Community in Rural Economic Development*. Chapter 7 in Pigg, Kenneth E. (ed.) **The Future of Rural America: Anticipating Policies for Constructive Changes** (Boulder: Westview).

Série de documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural

La Division de l'agriculture publie des documents de travail sur la recherche, les résultats analytiques, les techniques statistiques, les méthodes et les concepts. Pour commander, appelez la Division de l'agriculture sans frais en composant le 1-800-465-1991. (Certains des documents de travail sont disponibles sur Internet.)

N° 1	(21-601-MPF80001)	**Description de la méthode Theil de prévision de l'erreur quadratique moyenne pour la statistique agricole (1980)**	Stuart Pursey
N° 3	(21-601-MPF81003)	**Examen du Projet de l'estimation du bétail et recommandations de mesures à prendre (1981)**	Bernard Rosien et Elizabeth Leckie
N° 4	(21-601-MPF84004)	**Le secteur canadien des oléagineux : vue d'ensemble (1984)**	Glenn Lennox
N° 5	(21-601-MPF84005)	**Analyse préliminaire de la contribution des paiements directs du gouvernement dans le revenu agricole net réalisé (1984)**	Lambert Gauthier
N° 6	(21-601-MPF84006)	**Les caractéristiques des exploitants entrant en agriculture et leurs entreprises au sud de l'Ontario pour la période 1966 à 1976 (1984)**	Jean B. Down
N° 7	(21-601-MPF84007)	**Sommaire des programmes d'aide à la production agricole aux États-Unis (1984)**	Allister Hickson
N° 8	(21-601-MPF84008)	**Intensité de la pratique de la jachère dans les Prairies : Une analyse des données du recensement de 1981 (1984)**	Les Macartney
N° 9	(21-601-MPF85009)	**Évolution de la structure du secteur porcin au Canada (1985)**	Mike Shumsky
N° 10	(21-601-MPF86010)	**Révisions au traitement des loyers de maisons imputés dans les comptes de fermes canadiennes, 1926-1979 (1986)**	Mike Trant
N° 11	(21-601-MPF92011)	**L'estimateur par le quotient : explication intuitive et utilisation pour estimer les variables agricoles (1992)**	François Maranda et Stuart Pursey
N° 12	(21-601-MPF91012)	**L'effet de la distortion géographique causée par la règle de l'emplacement (1991)**	Rick Burroughs
N° 13	(21-601-MPF91013)	**La qualité des données agricoles : forces et faiblesses (1991)**	Stuart Pursey
N° 14	(21-601-MPF92014)	**Autres cadres d'examen des données rurales (1992)**	A.M. Fuller, Derek Cook et Dr John Fitzsimons
N° 15	(21-601-MPF93015)	**Tendances et caractéristiques relatives aux régions rurales et aux petites villes du Canada (1993)**	Brian Biggs, Ray Bollman et Michael McNames
N° 16	(21-601-MPF92016)	**La microdynamique et l'organisation économique de la famille agricole dans le changement structurel en agriculture (1992)**	Phil Ehrensaft et Ray Bollman
N° 17	(21-601-MPF93017)	**Consommation de céréales et de graines oléagineuses par le bétail et la volaille, Canada et provinces, 1992**	Section du bétail et des produits d'origine animale
N° 18	(21-601-MPF94018)	**Changements structurels dans le domaine agricole - Étude comparative des tendances et des modèles observés au Canada et aux États-Unis**	Ray Bollman, Leslie A. Whitener et Fu Lai Tung

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

N° 19	(21-601-MPF94019)	**Revenu total de la famille agricole selon le type d'exploitation et la taille de celle-ci, et selon la région, en 1990 (1994)**	Saiyed Rizvi, David Culver, Lina Di Piétro et Kim O'Connor
N° 20	(21-601-MPF94020)	**L'adaptation dans le secteur agricole au Canada (1994)**	George McLaughlin
N° 21	(21-601-MPF93021)	**Microdynamique de la croissance et de la décroissance des exploitations agricoles : une comparaison Canada - États-Unis**	Fred Gale et Stuart Pursey
N° 22	(21-601-MPF92022)	**Les structures des gains des ménages agricoles en Amérique du Nord – Positionnement pour la libéralisation des échanges**	Leonard Apedaile, Charles Barnard, Ray Bollman et Blaine Calkins
N° 23	(21-601-MPF92023)	**Secteur de la pomme de terre : comparaison entre le Canada et les États-Unis**	Glenn Zepp, Charles Plummer et Barbara McLaughlin
N° 24	(21-601-MPF94024)	**Étude comparative des données américaines et canadiennes sur la structure des fermes**	Victor J. Oliveira, Leslie A. Whitener et Ray Bollman
N° 25	(21-601-MPF94025)	**Méthodes statistiques de la Sous-section de la commercialisation des céréales, document de travail, version 2**	Karen Gray
N° 26	(21-601-MPF94026)	**Rendement des exploitations agricoles : Estimations établies à partir de la base de donnés complètes sur les exploitations agricoles**	W. Steven Danford
N° 27	(21-601-MPF94027)	**La mesure de l'emploi touristique dans les régions rurales**	Brian Biggs
N° 28	(21-601-MPF95028)	**Délimitation de l'écoumène agricole canadien de 1991**	Timothy J. Wershler
N° 29	(21-601-MPF95029)	**Étude cartographique de la diversité des économies rurales : une typologie préliminaire du Canada rural**	Liz Hawkins
N° 30	(21-601-MPF96030)	**Structure et tendances de l'emploi rural au Canada et dans les pays de l'OCDE**	Ron Cunningham et Ray D. Bollman
N° 31	(21-601-MPF96031)	**Une nouvelle approche pour les régions autres que les RMR/AR**	Linda Howatson-Leo et Louise Earl
N° 32	(21-601-MPF96032)	**L'emploi dans l'agriculture et ses industries connexes en région rurale : structure et changement 1981-1991**	Sylvain Cloutier
N° 33	(21-601-MPF98033)	**Exploiter une ferme d'agrément – pour le plaisir ou le profit?**	Stephen Boyd
N° 34	(21-601-MPF98034)	**Utilisation de la technologie d'imagerie documentaire dans le recensement canadien de l'agriculture de 1996**	Mel Jones et Ivan Green
N° 35	(21-601-MPF98035)	**Tendances de l'emploi au sein de la population active non métropolitaine**	Robert Mendelson
N° 36	(21-601-MPF98036)	**La population des milieux ruraux et des petites villes s'accroît pendant les années 90**	Robert Mendelson et Ray D. Bollman
N° 37	(21-601-MPF98037)	**La composition des établissements commerciaux dans les petites et les grandes collectivités du Canada**	Robert Mendelson
N° 38	(21-601-MPF98038)	**Le travail hors ferme des exploitants de fermes de recensement : Aperçu de la structure et profils de mobilité**	Michael Swidinsky, Wayne Howard et Alfons Weersink

N° 39	(21-601-MPE99039)	**Le capital humain et le développement rural : quels sont les liens?**	Ray D. Bollman
N° 40	(21-601-MPE99040)	**Utilisation de l'ordinateur et d'Internet par les membres des ménages ruraux**	Margaret Thompson-James
N° 41	(21-601-MPE99041)	**Les Cotisations aux réer des producteurs agricoles Canadiens en 1994**	Marco Morin
N° 42	(21-601-MPE99042)	**Intégration des données administratives et des données d'enquête de recensement**	Michael Trant et Patricia Whitridge

Prix:

1 copie	**Gratuite**
2 à 10 copies	**50,00 $**
11 à 25 copies	**75,00 $**
26 à 38 copies	**100,00$**